

# SOMMAIRE

<b>Préface</b> .....	7
Agnès Van Zanten	
<b>Introduction</b>	
<b>Une ségrégation universitaire en Île-de-France ?</b> .....	11
<b>CHAPITRE 1</b>	
<b>Des ségrégations scolaires aux ségrégations universitaires : un objet de recherche interdisciplinaire</b> .....	15
L'approche spatiale des inégalités scolaires .....	15
Pour une géographie sociale des étudiants dans les universités .....	23
L'« exceptionnel » cas francilien .....	29
Méthodes .....	38
Conclusion .....	49
<b>CHAPITRE 2</b>	
<b>Des publics étudiants à géométrie (et géographie) variable selon les universités</b> .....	51
D'importants écarts de publics entre universités, qui varient selon la focale d'observation .....	51
Des recrutements « de proximité » à géométrie variable .....	62
Conclusion .....	72
<b>CHAPITRE 3</b>	
<b>Une carte universitaire complexe : différenciation des offres de formation selon les universités</b> .....	73
Politiques d'établissement : images et stratégies de communication des universités .....	75
Différenciations des offres de formation selon les universités .....	86
Conclusion .....	91
<b>CHAPITRE 4</b>	
<b>Inégalités d'accès : de la desserte en transports aux systèmes d'affectation (Admission post-bac)</b> .....	93
Une inégale accessibilité en transports aux sites universitaires .....	94
Des systèmes d'affectation facteurs d'inégalités d'accès : RAVEL et Admission post-bac .....	106
Conclusion .....	123
<b>CHAPITRE 5</b>	
<b>Stratégies d'évitement et sens du placement universitaire</b> .....	125
Stratégies d'évitement : comment contourner l'université de secteur .....	125
Le sens du placement universitaire .....	132
Lieux et circuits de scolarisation : la dimension spatiale des placements universitaires .....	141
Conclusion .....	149

## CHAPITRE 6

<b>Trajectoires étudiantes franciliennes : la construction du sens du placement</b> .....	151
« Réintroduire le temps » : comment saisir les trajectoires étudiantes franciliennes.....	151
Principaux types de trajectoires universitaires franciliennes : la construction d'un sens du placement.....	156
Les trajectoires d'expérimentation : articuler les trajectoires familiales, résidentielles et scolaires .....	169
Conclusion .....	178

## CONCLUSION

<b>Des ségrégations universitaires à une sociogéographie de l'enseignement supérieur</b> .....	179
--	-----

<b>Sigles</b> .....	183
---------------------	-----

<b>Bibliographie et sources</b> .....	185
---------------------------------------	-----

Références bibliographiques.....	185
----------------------------------	-----

Sources documentaires .....	203
-----------------------------	-----

<b>Tables des illustrations</b> .....	205
---------------------------------------	-----

# PRÉFACE

On ne saurait que trop se réjouir de la publication d'un ouvrage qui a pour objet principal l'analyse des ségrégations entre universités en France, plus précisément en Île-de-France, tant il apparaît important de déconstruire la croyance collective dans l'existence d'un système universitaire uniforme, en opposition à l'offre diversifiée des filières « fermées » (CPGE, IUT, STS...) de l'enseignement supérieur. En s'intéressant aux écarts d'ordres scolaire et social, entre les publics universitaires, et aux différents processus qui en sont à l'origine, Leïla Frouillou donne ici à comprendre de façon exemplaire un espace universitaire marqué par des dynamiques de segmentation, de différenciation et de concurrence entre établissements, ainsi que de choix, de calcul et d'expérimentation de la part des étudiants.

Cet angle d'approche des logiques institutionnelles et sociales, à l'œuvre dans le segment le plus important et le plus symbolique de l'enseignement supérieur, vient utilement compléter les recherches existantes. Sur le versant politico-institutionnel, ces dernières ont beaucoup porté, au cours des dernières décennies, sur les politiques publiques en matière d'autonomie des universités et l'émergence concomitante de nouveaux modes de gouvernance de ces dernières (Musselin, 2001 ; Mignot-Gérard, 2003). Elles ont aussi cherché à représenter le nouveau paysage engendré par la décentralisation et l'apparition de politiques territoriales plus affirmées en matière d'enseignement supérieur (Filâtre, 2012) ainsi que par l'impulsion de nouveaux réseaux d'établissements d'enseignement supérieur (Aust et Crespy, 2009). Certains de ces travaux ont esquissé les effets de ces évolutions sur l'accroissement des hiérarchies et des inégalités, mais peu se sont intéressés à leurs conséquences sur la distribution et les parcours des publics étudiants (Duru-Bellat *et al.*, 1994). Les contrastes entre les conditions d'études ont, il est vrai, de plus en plus retenu l'attention des chercheurs mais surtout du point de vue des différences dans les exigences pédagogiques et l'organisation du travail entre les filières de l'enseignement supérieur ou entre les disciplines universitaires (Lahire, 1997 ; Darmon 2013 ; Orange 2013). Les rares études portant sur les différences entre sites (Felouzis, 2001) ont quant à elles accordé peu d'intérêt à l'analyse fine de la composition de leurs publics.

Corrélativement, les travaux sur lesdits publics se sont jusqu'à présent peu penchés sur les caractéristiques des établissements universitaires. Les travaux qui fleurissent dans les années quatre-vingt-dix ont certes accordé un intérêt particulier à la massification de l'enseignement supérieur, largement portée par les universités (Albouy et Wanecq, 2003) mais ceux de nature statistique se sont principalement focalisés sur l'influence des caractéristiques individuelles (sexe, origine sociale, résultats au baccalauréat, etc.) et de la filière suivie dans le secondaire sur les trajectoires d'études dans le supérieur (Convert, 2003 ; Duru-Bellat et Kieffer, 2008). Les recherches qualitatives ont quant à elles examiné la massification, du point de vue de l'émergence d'une période d'indétermination avant l'entrée dans la vie adulte (Galland, 1990), pour une fraction de la jeunesse beaucoup plus importante que celle dont il est question dans *Les Héritiers* (Bourdieu et Passeron, 1964), soulignant le caractère anomique et peu favorable à l'émergence d'une solidarité de groupe de l'université de masse comparativement aux filières universitaire et extra-universitaire sélectives (Layperonnie et Marie, 1992 ; Dubet, 1994 ; Le Bart et Merle, 1997). Ces travaux se sont ensuite focalisés sur les échecs, les décrochages et les réorientations des « malgré nous » des études supérieures longues (Altet *et al.*, 2001 ; Beaud, 2002 ; Bodin et Millet, 2012).

L'originalité du travail de Leïla Frouillou, par rapport à ces différentes recherches, tient d'abord à la place centrale accordée à la dimension spatiale des rapports entre les institutions d'enseignement supérieur et entre celles-ci et les groupes sociaux qui les investissent, dans des logiques d'insertion professionnelle, de reproduction sociale ou de développement personnel. Géographe de formation, l'auteure inscrit ses recherches dans un domaine d'étude déjà largement investi par cette discipline, y compris en région parisienne (Baron et Berroir, 2007). La singularité de son apport réside néanmoins dans la perspective adoptée qui, mariant les centres d'intérêt et les approches de la géographie avec ceux de la sociologie, et se situant dans la continuité de l'approche bourdieusienne des « effets de lieu » (Bourdieu, 1993), s'intéresse à l'espace comme dimension essentielle des rapports de domination et, plus précisément, aux profits matériel et symbolique que les universités et les étudiants retirent ou non de leur localisation, de leur proximité ou de leur mobilité.

C'est sans doute à propos de l'importance de l'espace dans les inégalités d'accès aux universités entre différentes catégories d'étudiants que l'ouvrage apporte la contribution la plus solide. En croisant des données émanant des enquêtes annuelles du ministère de l'Enseignement supérieur et des données communales, les analyses du chapitre 2 montrent d'importants écarts entre les seize universités franciliennes du point de vue de leur recrutement social et géographique, ainsi que les interactions entre ces deux dimensions. Celles du chapitre 4 permettent d'apprécier le rôle que joue l'accessibilité à ces institutions par les transports en commun, ainsi que leur encastrement dans des espaces locaux fort différents du point de vue de leur offre commerciale, culturelle et de loisirs dans l'émergence de ces écarts. Ces analyses donnent plus globalement à voir l'intérêt qu'il y a à se pencher sur l'interaction entre la ségrégation résidentielle et la ségrégation universitaire, à l'instar de ce qui a déjà pu être fait à propos de la ségrégation scolaire (Van Zanten, 2001 ; Oberti, 2007).

L'étude de l'interrelation entre ces deux phénomènes est en outre particulièrement bienvenue dans les situations nationale et locale retenues pour cette investigation, en raison du nombre important d'étudiants qui continuent à résider chez leurs parents. En effet, même si les études universitaires s'accompagnent souvent chez les jeunes Français de mobilité résidentielle, ces processus sont moins marqués dans notre pays que dans ceux d'Europe du Nord, en raison non seulement de représentations culturelles mais aussi de l'orientation « familialiste » des politiques publiques (Van de Velde, 2008 ; Chevalier, 2015). Comme le note Leïla Frouillou, la décohabitation est par ailleurs encore moins fréquente chez les Franciliens, en raison d'une offre de formation plus abondante, d'un coût du logement plus élevé et d'une offre en résidences universitaires plus faible que dans d'autres régions françaises.

L'importance de l'espace est aussi abordée dans l'ouvrage, de façon moins ambitieuse et méthodique, dans deux autres perspectives tout à fait complémentaires. Dans sa deuxième partie, qui porte sur la régulation des affectations dans l'enseignement supérieur par deux dispositifs successifs – le dispositif RAVEL en vigueur jusqu'en 2008 et le dispositif Admission post-bac (APB) en fonction depuis 2009 –, le chapitre 4 montre la prééminence donnée au critère géographique par les autorités publiques. Au cœur du premier dispositif, qui a instauré une sorte de carte scolaire du supérieur, ce critère est également venu occuper une place centrale dans le second, par l'importance donnée à l'académie d'origine de l'étudiant dans les affectations. Or, l'auteur met en évidence les effets pervers en matière d'inégalités entre des groupes sociaux différemment distribués dans l'espace de cette façon de procéder, qui relève surtout d'une logique gestionnaire retenant, à l'instar de la carte scolaire dans le secondaire, la proximité comme critère de tri légitime, dès lors que les demandes dépassent les capacités d'accueil. Il serait néanmoins intéressant de creuser davantage les modes d'appréhension de ce critère par rapport à d'autres, notamment le très contesté tirage

au sort des candidats pour une même formation « sous tension », sous le double angle de l'efficacité et de l'équité.

Un autre angle d'approche est adopté dans les chapitres 3 et 5, dans lesquels l'auteur traite des interactions entre l'image des universités et celle de leur environnement local, du double point de vue des stratégies de promotion des établissements, qui valorisent ou minimisent leur association avec des quartiers et des villes dotés de réputations plus ou moins positives, et des stratégies de choix et d'évitement des étudiants. Les choix d'études supérieures de ces derniers sont certes guidés par une pluralité d'objectifs, mais leur socialisation antérieure, comme leurs projets futurs, les inclinent à s'associer à des établissements avec lesquels ils s'identifient spontanément ou dont ils envisagent qu'ils seront des atouts dans leurs *curriculum vitae* (Ball *et al.*, 2001 ; Brown *et al.*, 2011). S'il est un peu dommage que, ayant écarté de son champ d'étude les pratiques de sélection des établissements, l'auteur se prive de la possibilité d'analyser de façon systématique les formes d'association avec des publics étudiants qu'ils privilégient de leur côté, il n'en demeure pas moins que ces processus d'association, au cœur de la reproduction de logiques statutaires (Podolny, 1993), méritent toute l'attention des chercheurs.

Au-delà des apports permis par le prisme spatial qu'il adopte, l'ouvrage de Leïla Frouillou ouvre aussi de pistes stimulantes en ce qui concerne l'analyse comparative des marchés scolaires et des marchés universitaires et de leurs effets en matière de ségrégations et d'inégalité. Il en va ainsi en ce qui concerne la concurrence entre établissements. On aurait certes aimé disposer d'une analyse fine des interdépendances compétitives prenant en compte non seulement toutes les universités publiques mais, plus largement, toutes les institutions d'enseignement supérieur publiques et privées franciliennes. Un travail aussi titanesque nécessiterait néanmoins l'effort conjugué de plusieurs chercheurs et la collaboration étroite des établissements. Le travail présenté ici, qui porte principalement sur deux universités, Paris 1 et Paris 8, et deux filières, droit et administration économique et sociale (AES), choisies pour maximiser les contrastes en matière de publics, permet néanmoins d'entrevoir l'importance de la différenciation fine de l'offre du point de vue des disciplines, diplômes et mentions dans les stratégies compétitives des universités.

La pluralité de voies de diversification, couplée à la plus grande autonomie et aux ressources plus importantes des établissements, favorise par ailleurs dans l'enseignement supérieur le recours à des dispositifs de marketing et de captation des usagers, ainsi que d'information et de conseil de ces derniers, qui le rapprochent davantage de l'univers marchand (Cochoy, 2002 ; Karpik, 2007). Sans proposer une étude systématique de ces dispositifs, qui reste à faire, l'auteur consacre quelques pages à certains d'entre eux. C'est le cas notamment des sites internet, qui font l'objet d'un investissement différent par Paris 1 et Paris 8, tant du point de vue de l'importance qui leur est accordée que des éléments identitaires que chaque établissement cherche à mettre en avant (la marque Sorbonne, l'inscription dans la longue histoire de l'université de Paris et dans un environnement intellectuellement prestigieux pour Paris I, la proximité avec Paris et l'innovation culturelle et sociale pour Paris VIII). Ces mêmes stratégies sont à l'œuvre dans les journées portes ouvertes des mêmes établissements, où nous avons-nous-même pu constater l'existence de rhétoriques très contrastées, liées notamment aux types d'étudiants que chaque université cherche à attirer (Van Zanten et Olivier, 2016).

Les entretiens répétés avec un groupe diversifié d'étudiants, menés par l'auteur, montrent par ailleurs la place centrale que beaucoup d'entre eux accordent à la réputation des établissements, qu'ils associent davantage à leur public qu'à leur classement dans des palmarès. L'importance ainsi donnée à « l'appariement statutaire » avec tel ou tel profil social d'établissement apparaît en outre clairement renforcée par les personnes et les

éléments qui semblent influencer le plus sur leurs choix. L'enquête de Leïla Frouillou laisse un peu dans l'ombre le rôle des parents, peut-être parce qu'il est moins mentionné spontanément par les étudiants, mais fait ressortir celui du groupe de pairs. Ce dernier agit en tant que groupe de référence, auquel les étudiants souhaitent rester symboliquement, et parfois physiquement, associés par des choix semblables ou identiques, ou dont ils cherchent à se démarquer par des stratégies divergentes, et en tant que source essentielle d'informations et d'avis sur les réputations d'établissements.

Constitué le plus souvent au sein des lycées fréquentés par les étudiants, le groupe de pairs est par ailleurs une des voies par lesquelles ces derniers « canalisent » leurs choix, les autres relevant de l'offre de filières et d'options, des conseils que les professionnels qui y travaillent prodiguent en matière d'orientation dans le supérieur, et, comme le note l'auteur, des « enchaînements institutionnels » (Van Zanten, 2010) qu'ils proposent avec certains établissements d'enseignement supérieur au moyen de partenariats et d'actions de sensibilisation (Van Zanten, 2015). À ces contraintes institutionnelles s'ajoutent celles qui sont associées aux dispositifs de régulation des choix, évoqués plus haut, et celles qui sont liées aux ressources culturelles, économiques et sociales des étudiants.

Ces derniers ne sont toutefois pas des usagers aussi captifs que les élèves du secondaire et le chapitre 6, qui clôt l'ouvrage et ouvre de nouvelles perspectives en introduisant la dimension temporelle dans l'analyse, montre que la traduction spatiale des rapports de domination dans la ségrégation des publics au sein de l'enseignement supérieur ne donne pas lieu pour autant à des parcours totalement prévisibles. La pression très forte du système français en faveur de trajectoires d'études linéaires et homogènes (Delès, 2017) transparaît certes clairement dans l'analyse statistique séquentielle originale sur laquelle se fonde ce chapitre, dans lequel on constate qu'une forte proportion d'étudiants (40 %) poursuivent leurs études sans interruption dans la même discipline et dans la même université depuis la première année de licence jusqu'en deuxième année de master.

La logique « tubulaire » est néanmoins bien moins présente à l'université que dans les filières sélectives. Très minoritaires, les trajectoires interuniversitaires permettent à un petit nombre d'étudiants à profil plutôt favorisé de corriger des erreurs initiales de jugement ou de profiter de nouvelles possibilités. Mais ce qui prédomine surtout (50 % d'étudiants), ce sont les décrochages, les réorientations, les arrêts et les reprises d'études. Concernant en majorité les étudiants défavorisés, ces trajectoires que l'auteur qualifie d'« expérimentales » témoignent principalement des difficultés d'ordre universitaire ou social que ces étudiants rencontrent et, les orientant vers la sortie de l'enseignement supérieur, de la façon dont l'exercice d'une certaine liberté individuelle vient renforcer un ordre social inégalitaire. Ces choix sous contrainte permettent néanmoins aussi à un petit nombre d'entre eux de construire des cheminements, certes plus lents et plus sinueux que ceux des étudiants ayant bénéficié d'une socialisation et d'une préparation anticipatrice des exigences des études longues, mais favorisant à terme leur intégration professionnelle et leur mobilité sociale (Hugrée, 2010 ; Pasquali, 2010).

Agnès VAN ZANTEN